



## **Déclaration du SNUipp-FSU 36 au CTSD du 24 juin 2019**

Monsieur le Directeur Académique,  
Mesdames, Messieurs les membres du CTSD,

Cette année scolaire aura connu un nombre de mobilisations sans précédent car Jean-Michel Blanquer aura réussi un exploit incroyable : unir la communauté éducative contre ses réformes. En voulant marchandiser l'école, en voulant caporaliser la profession, en ignorant les prérogatives des maires, le ministre transforme l'école en lui faisant perdre des dimensions égalitaire, émancipatrice et d'ascenseur social. La FSU et ses syndicats sont moteurs de cette année d'actions. Le travail intersyndical a permis de rassembler massivement la profession avec des taux de grévistes et des nombres de manifestant.es importants. Le gouvernement continue de rester sourd aux revendications et est l'unique responsable de cette situation de crise et de défiance. Il est urgent que le ministre revienne sur ses projets de démantèlement du service public d'éducation. En s'arquant sur ses projets réactionnaires, il prend le risque d'une rentrée du même niveau que cette année : une mobilisation sans précédent avec des journées de grève qui perturberaient la rentrée.

Concernant le comptage des effectifs ayant servi à la carte scolaire, nous vous rappelons nos revendications : double comptage des élèves ULIS, un P/E reflet de la présence face aux élèves, pas plus de 25 par classe et 20 en éducation prioritaire.

Concernant les PIAL, la précipitation du ministère nous inquiète car pour le SNUipp-FSU, le PIAL ne répond ni aux besoins ni aux urgences des élèves en situation de handicap. Bien au contraire, les annonces de Jean-Michel Blanquer prônant la mutualisation des AESH, la double hiérarchie (IEN et chef.fes d'établissement), un temps complet devant être de 20 h donc empêchant nos collègues EASH de sortir de la précarité, ne font que renforcer nos craintes. La solution la plus juste aurait été de faire le bilan des premiers pôles mais c'est vrai que pour ce gouvernement en marche forcée vers le démantèlement du service public d'éducation, bilan est un mot totalement inconnu.

Le SNUipp-FSU 36 souhaite conclure sa déclaration sur la situation dramatique des migrant.es et en particulier des mineurs isolés étrangers et des jeunes majeurs, reconnus ou pas par l'Aide Sociale à l'Enfant. Nous reconnaissons que des bonnes volontés sont entreprises mais les droits de ces jeunes sont bafoués chaque jour. Nous demandons que l'inspection académique impose aux chefs d'établissements et aux services administratifs des collèges et lycées publics de l'Indre de respecter la loi et d'inscrire, y compris en cours d'année, tous les jeunes pris en charge par l'ASE. De plus, nous demandons que les jeunes migrants engagés dans une procédure de reconnaissance de minorité, en cours ou en recours, soient accueillis dans ces mêmes établissements dans le respect des textes internationaux.